

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

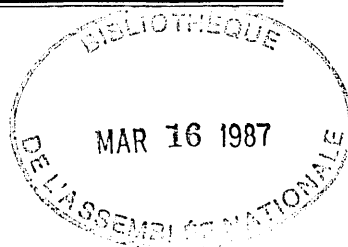
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 199

Loi modifiant la Charte de la langue française

Présentation

**Présenté par
M. Pierre Marc Johnson
Député d'Anjou**



**Éditeur officiel du Québec
1987**

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi a pour objet d'inclure dans la Charte de la langue française des dispositions expresses donnant effet aux articles 58 et 69 indépendamment de l'article 3 de la Charte des droits et libertés de la personne et de l'article 2b de la Loi constitutionnelle de 1982 et ce, afin de maintenir les dispositions actuelles de la Charte qui prévoient que la langue de l'affichage public, de la publicité commerciale et des raisons sociales est le français.

Projet de loi 199

Loi modifiant la Charte de la langue française

CONSIDÉRANT qu'en adoptant la Charte de la langue française, l'Assemblée nationale a reconnu la volonté des Québécois d'assurer la qualité et le rayonnement de la langue française;

Considérant qu'en adoptant cette Charte, l'Assemblée nationale a affirmé sa volonté de faire du français la langue normale et habituelle de l'Administration, du travail, de l'enseignement, des communications, du commerce et des affaires;

Considérant que suite à des jugements des tribunaux concernant les effets sur la liberté d'expression de certains articles de cette Charte, il y a lieu de concilier une interprétation judiciaire des droits et libertés et les objectifs par ailleurs légitimes d'un parlement souverain;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11) est modifiée par l'insertion, après l'article 213, des articles suivants:

«**213.1** Les articles 58 et 69 s'appliquent malgré les dispositions de l'article 3 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12).

«**213.2** Les articles 58 et 69, dans la mesure où ils portent atteinte à la liberté d'expression, ont effet indépendamment des dispositions

du paragraphe *b* de l'article 2 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).».

2. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).